« L'Union européenne face à la crise mondiale »

Conférence du 17 mars 2009 Université de Genève

Dusan Sidjanski

Mesdames, Messieurs, chers collègues, chers étudiants qui ont eu cette initiative - les étudiants en science économique et pas tellement en science politique, cela m'étonne quelque peu, mais ça arrive dans la vie il y a des surprises de ce type-là - je tiens à les remercier vivement. Je remercie le Vice-recteur, cher ami, merci de m'avoir présenté.

Je ne parle pas en tant que Conseiller et ami de José Manuel Barroso mais à titre universitaire. Il y aura des critiques, des suggestions qui vont bien au-delà peut-être du thème que je vais aborder dans ma conclusion. Mon plan sera l'environnement global très rapidement esquissé avec quelques éléments notamment le déclin de certaine puissances, déclin d'ailleurs relatif. La première partie sera consacrée à l'Union européenne en temps qu'acteur régional autrefois et mondial cette fois-ci, contrairement à l'idée de Kissinger qui est resté au régional, et en deuxième partie, ce sera le rôle de l'Union européenne avec son initiative du G20. Ceci m'amènera à plusieurs questions que je me pose et que je vous pose aussi et quelques réflexions sur l'avenir, réflexions qui seront plutôt orientées vers le positif parce que le négatif, vous le lisez constamment dans les journaux, on ne peut pas ouvrir les journaux, la radio ou la télévision sans voir les aspects négatifs de la crise, il y a peut-être des éléments qui ne sont pas aussi négatifs et qui nous permettrons peut-être de réfléchir sérieusement à notre avenir.

A titre d'introduction, si on se situe dans la perspective historique, nous avons vécu pendant des périodes historiques l'ascendance des grands empires et puis le déclin de ces empires, la

fragmentation, la reconstitution des unités partielles, générales, etc. C'est donc une évolution constante dans le monde actuel mais qui, aujourd'hui, représente en dehors des courants généraux un fait exceptionnel, en tout cas par sa dimension, par le choc qu'il produit, c'est effectivement la crise actuelle. Crise qui veut dire d'ailleurs en grec *séparer, trier*, mais aussi *juger et trancher*. On nous appelle à juger et trancher, si possible, s'il y a des décideurs valables, car la crise est aussi un élément décisif et un moment crucial ; le grec, qui nous apprend des différents aspects de la crise, dit *la crise signifie acte de trancher une situation confuse*, nous voyons comme cela définit la situation actuelle ; ou bien le *moment décisif et crucial d'une maladie*. Et bien nous nous inscrivons dans cette définition grecque qui date de très longtemps, d'Homère et durant toute l'histoire. Evidemment, la crise, cette fois-ci, est une maladie économique mais aussi sociale et politique, c'est ce que je voudrais dire. Il ne faudrait pas rester obsédé uniquement par la crise financière, elle va bien au-delà de ceci, elle va toucher l'économie, elle la touche déjà, elle va toucher le social par le chômage, par toute une série de conséquences, elle va être un réveil pour le monde devant une réalité inconnue jusqu'à hier. C'est là ce que nous devons prendre en compte.

La crise en réalité va lever le voile qui nous cachait ce qui était déjà la réalité en marche mais qu'on ne voulait pas reconnaître. Je citerai à titre d'historien Paul Kennedy qui, déjà dans les années 80, écrivait sur *The Rise and Fall of the Great Powers*. C'est-à-dire l'ascendance et évidemment la chute des grandes puissances, des grands empires. C'est ce livre qui a ouvert les débats aux Etats-Unis, les Américains se sont posé la question : sommes-nous en train vraiment de décliner, est-ce un véritable déclin. Puis il y a eu des livres pour le déclin, des livres pour les puissances et nous avons eu la période Bush qui a mis un point final à cette discussion puisqu'il a décidé que c'était le déclin. Effectivement, après le monopole que détenaient les Etats-Unis, et vous savez combien les Américains combattent les monopoles et

sont pour la concurrence, ils ont détenu ce monopole qui a résulté dans des actions, nous le savons, unilatérales de tout bord, ils ont utilisé la force militaire, ils ont aussi été, il faut bien le dire, le moteur de la mondialisation dans le domaine financier et économique. Or, ce moteur est tombé malade et c'est là un des grands problèmes. Ils se sont endetté énormément et, paradoxe, c'est la Chine rouge qui achète les dettes des Américains et d'autre part, comme le dit Stiglitz dans son livre, ils ont été ceux qui ont fait la guerre à crédit, c'est un cas unique dans l'histoire car normalement quand vous faites la guerre, c'est votre peuple qui procure l'argent pour la guerre, ici on a fait la guerre en s'endettant donc c'est beaucoup plus grave encore.

Paradoxalement, l'Union européenne, qui n'a pas de force militaire, on le sait, qui a beaucoup de faiblesse, on le sait également, a réussi à transformer d'une certaine façon ses faiblesses en atouts. L'atout principal est qu'elle n'a pas la capacité d'imposer, elle négocie, elle dialogue, elle essaie d'attirer les autres, c'est la façon dont elle peut procéder parce que ça correspond à son origine, à sa volonté de paix et de négociation. Donc elle se transforme peu à peu par son poids, par les acteurs qu'elle engage, notamment les Etats, les groupes d'associations, les différentes forces économiques et sociales qui s'engagent peu à peu et qui construisent sans qu'on s'en rende compte une interdépendance extrêmement intense et forte, c'est un des éléments importants. Mais elle se trouve évidemment aussi dans un monde où la communication est extrêmement rapide, tout est instantané, les nouvelles, les réseaux de toutes sortes qui se sont bâtis sur l'Internet, sur le portable et qui créent à la fois des éléments qui donnent des résultats très positifs mais aussi des éléments négatifs. La capacité d'action des terroristes de différents groupes est due aussi à ces moyens de communication extraordinaires.

Nous avons donc un monde qui est en transformation essentiellement parce qu'à la hiérarchie qui existait dans le monde, qui était construite sur une base comme une pyramide, nous avons maintenant des courants qui sont de plus en plus horizontaux et souvent incontrôlables. D'autre part, nous avons vécu une période assez longue où nous avons cru que le marché est le meilleur arbitre pour notre avenir. Nous avons ignoré, sauf exception, les normes internationales, l'ONU est devenue une organisation quasi marginale ; nous avons ignoré les normes et les principes ; nous avons déréglé au possible et imité le modèle reaganien sans aucune honte. Or, nous avons vécu dans une société de plus en plus complexe, interdépendante et en même temps couverte d'une opacité. Nous ne savions pas exactement ce qui se passait à l'intérieur de cette société et, ce qu'il faut ajouter à tout cet ensemble esquissé évidemment très rapidement, c'est la rapidité de changement. On a parlé depuis un siècle de l'accélération de l'histoire ; mais cette fois-ci, cette accélération est foudroyante. Quand nous pensons le renversement avec la crise ou tout d'un coup, les banques, les financiers se précipitent vers cet Etat qu'ils voulaient presque inexistant pour demander à la fois de l'aide, des réglementations car, comme dans une arène, comme dans un match de football, si nous enlevons les règles, on s'entretue ; déjà avec les règles c'est difficile d'arbitrer ces matchs, imaginez-vous sans les règles.

L'interpénétration qui a été démontrée maintenant est très grande entre le politique et l'économique et social. Nous ne pouvons pas faire la séparation que nous avons voulu faire en procédant et en croyant tellement au marché, à la capacité du marché de régler nos problèmes. Le marché est orienté vers une certaine fonction et il doit être réglementé, il doit se trouver dans un cadre pacifique notamment avec des règles qui permettent les jeux concurrentiels, égaux et si possible sans violence. Or, ce que nous avons provoqué, ce que nous risquons d'avoir dans notre société aujourd'hui, c'est l'apparition, et nous le sentons, de plus en plus de

violence. Si à la violence existante nous ajoutons la crise financière, économique et autre qui frappe le monde, qui nous a tous réveillés, la violence risque de devenir grave, il risque d'y avoir un engrenage de violence que nous voyons déjà par certaines réactions à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union européenne.

Je ne vais pas, dans ma première partie, analyser les origines de la crise, je pense qu'on lit suffisamment là-dessus, d'ailleurs personne ne connaît exactement quels sont les facteurs qui nous y ont conduits, c'est probablement une conjonction de facteurs très multiples ; certains facteurs qui sont marginaux à un moment donné deviennent très importants et ont un impact direct sur les sociétés, alors que d'autres que nous considérons comme essentiels et les plus importants tendent à disparaître. Donc, il y a des origines multiples, d'ailleurs le G20 a demandé au fond monétaire et à la banque mondiale d'étudier les causes de la crise actuelle. Donc je les laisse faire et me penche sur l'Union européenne pour voir ce qu'est ce nouvel acteur qui devient mondial.

L'Union européenne, à mon avis, représente quand même un noyau assez fort, assez dynamique malgré tout ce que l'on a pu dire. Le marché intérieur est un engrain très important. Il a été bâti sur les libertés, les quatre libertés que vous connaissez, de circulation, de différents moyens qui existent. D'autre part, il a été complété par Schengen, donc une liberté et une sécurité complémentaire. Mais au-delà de ceci, le progrès qui a été fait au niveau d'un noyau, c'est l'Union monétaire et économique, mais surtout l'Union monétaire avec l'Euro. L'eurozone, nous le rencontrerons à chaque pas, elle est un élément moteur. Avant chaque réunion du Conseil économique de l'Union européenne, du Conseil européen des chefs d'Etat et de Gouvernement, le Groupe Euro se réunit et fixe sa stratégie à l'intérieur,

qui est un groupe dynamique et qui, il faut bien le dire, est grandement animé par le moteur franco-allemand qui reprend de la vitesse comme c'est le cas aujourd'hui, nous le verrons.

En dehors de ceci, ce qui caractérise l'Union est qu'elle a aussi des visions à plus long terme grâce à ce débat, à ce que la Suisse a fait autrefois, le dialogue à l'intérieur, la discussion ouverte. Elle a promu par exemple le couple énergie-climat, c'est une initiative extrêmement importante qui essaie de relier précisément nos problèmes dans le domaine de l'énergie, nos besoins, avec les problèmes climatiques qui pèsent sur le monde. C'est une innovation et elle est le promoteur de ces idées. Elle a une vision à moyen et à long terme, ce qui n'est pas toujours le cas dans la vie politique et notamment aux Etats-Unis où à la fois les secteurs financiers et autres avaient une vision beaucoup plus momentanée de l'instant. La politique était donc fondée sur cette vision.

Un troisième élément très important est la stratégie de Lisbonne. Président Barroso Portugais, stratégie de Lisbonne, heureuse coïncidence diront certains, je le crois car la stratégie de Lisbonne cherche à donner une orientation à la société de connaissance et en même temps de la capacité de concurrence à développer en Europe. Tout n'est pas parfait, elle a été révisée, la difficulté est de la mettre vraiment en œuvre mais je crois que c'est la bonne orientation.

Quatrièmement, l'Europe dispose d'une certaine capacité grâce aux instruments stabilisateurs. Ces instruments stabilisateurs sont par exemple la protection sociale offerte par l'Europe, une certaine rigidité plus ou moins flexible des salaires, des rémunérations, pour la main d'œuvre, ainsi que la capacité des travaux publics qui se développe dans certaines grandes régions européenne et surtout l'éducation et la formation professionnelle. Ce sont tous les éléments novateurs, je pense, dans la perspective de l'avenir européen.

Je vous rappelle que le Président des Etats-Unis, Barak Obama, a promis d'investir énormément dans la santé et dans la protection sociale. Ce qui veut dire que les Etats-Unis n'ont rien fait et on sait que le Président Bush a même cassé ces instruments qui existaient en donnant, selon les principes de la subsidiarité, la responsabilité aux Etats membres et en coupant des crédits dans ces domaines. Le même phénomène se produit en Chine, le Gouvernement chinois commence à se pencher sur les problèmes sociaux, de chômage et de santé dans ce pays immense, nous verrons d'ailleurs tout à l'heure ce que représentent ces pays de même que l'Union européenne.

On situe plus ou moins l'éclatement de la crise au 15 septembre 2008, elle a été précédée par la mise sous tutelle des Instituts hypothécaires ou réassurance de l'hypothèque aux Etats-Unis, le 7 septembre. C'est un septembre noir pour les Etats-Unis et en même temps pour le monde entier.

Octobre 2007. L'Union européenne, notamment le Conseil économique puis ensuite les autres Conseils demandent plus de transparence dans le secteur des finances et plus de responsabilité des éléments des Instituts dans ce secteur. Ils demandent aussi le développement du marché intérieur comme le socle, le pilier essentiel de la construction de cette Europe essentiellement économique mais à l'avenir de plus en plus politique; nous le savons, lors de la crise en Géorgie, on a démontré qu'il y avait aussi des responsabilités politiques et qu'il fallait agir. S'il faut agir, il ne faut pas le demander au Président Français car il est, paraît-il, super actif, difficile à maîtriser parfois mais il a aussi des initiatives incroyables. N'oublions pas que c'est lui qui a négocié, aidé par Barroso, avec la Russie, ensuite avec les Etats-Unis et avec d'autres

pays. Donc super actif ne veut pas dire négatif dans tous les domaines, parfois c'est l'improvisation mais il y a aussi des éléments positifs qu'on peut mentionner.

Le septembre noir provoque un processus, un engrenage à l'envers. Alors que nous parlons souvent de spillover, qui est un cycle qui va au-delà, qui est un engrenage positif, nous sommes entrés dans un processus négatif c'est-à-dire l'engrenage à l'envers qui entraîne et entraînera de plus en plus de facteurs et d'acteurs dans ce jeu. D'abord les Etats, les communautés d'Etats, les organisations internationales, et on se demande quelles sont les mesures que l'on peut prendre face à cette situation. On fait appel à légiférer, à affirmer ce qui existe, à préserver et à surveiller les fonds spéculatifs, on appelle aussi aux nouvelles règles de comportement dans le domaine financier et également dans le domaine de l'économie. Ce qui est impressionnant pour moi dans ce processus est que l'Union, d'après les analyses et du point de vue de la structure est assez diversifiée à l'intérieur; si vous examinez les économies de différents pays, les structures économiques, les productions, les échanges, etc. sont très diversifiés, donc on ne peut pas adopter des mesures uniformes pour trouver une solution pour la crise actuelle. Or, ce qui m'a impressionné est de voir qu'au cours de cette crise, l'Union européenne a d'abord développé des initiatives, deuxièmement elle a réussi à créer un quasi consensus entre ses 27 membres. Je vous promets que ça tient du miracle (demandez-le à l'Ambassadeur qui me fait l'honneur d'être présent, j'espère qu'il ne me censure pas dans ce que je dis sur l'Union, je vous remercie d'avance).

L'idée était dès le départ de réunir d'abord le noyau des pays qui participent au G8, ce sont les quatre pays européens qui se sont réunis, qui ont commencé à travailler. Ensuite l'euro groupe a pris le relais de ces travaux avec les 16 membres de l'Euro, et tout ceci a passé par le Conseil des Ministres des 27 pour aboutir au Conseil européen, c'est-à-dire Chefs d'Etats et de

Gouvernements. Car le sommet de l'autorité, qu'on le veuille ou non, se trouve entre ces Chefs d'Etats et de Gouvernements et l'impulsion et la capacité de la recherche de l'objectif commun, de la sécurité commune et surtout de l'intérêt général qui est le dévolu à la Commission européenne, c'est la Commission qui a la capacité d'essayer de relier les différents éléments et de présenter, en bon courtier, ce qu'est à son avis la finalité et quelle est l'intérêt bien équilibré entre les pays riches, pauvres, les pays touchés et les pays moins touchés.

Dans tout ceci, ce qui joue un rôle important est le poids actuel de cette Europe des 27. Là, nous avons un premier tableau, qui est très parlant d'ailleurs, on voit que l'Union européenne, sur cette dimension qui nous intéresse à savoir à la fois par la population, par le produit intérieur brut et par le produit par habitant, est d'une certaine façon une puissance émergente car elle se transforme et a de plus en plus d'influence. Vous avez-là d'ailleurs la distribution par population de certains pays qui jouent un rôle importants et qui, la plupart, se trouvent précisément dans le G20. Le G20 qui réunit, et réussit ce miracle, à la fois les deux tiers de la population du monde, c'est grâce à la Chine et l'Inde évidemment qui pèsent énormément, l'Europe ne fait que s'y ajouter, et qui réunit aussi les pays émergents très dynamiques, puissants, mais aussi certains d'entre eux frappés par la crise. Nous avons là des éléments qui nous montrent que l'Europe peut et doit jouer un rôle dans cet ensemble et surtout au titre de la crise et du développement futur du monde.

Nous verrons aussi que l'Union européenne est l'acteur numéro un dans le commerce international, elle est le plus grand contributeur à l'aide aux pays en développement, elle est aussi le plus grand contributeur aux différentes organisations internationales. Que vous preniez l'ONU, l'OMC et d'autres organisations, ceux qui contribuent le plus sont les pays

membres et l'Union européenne. Il y a là un poids et on se demande comment, jusqu'à présent, elle n'avait pas l'influence correspondant à son poids. Je crois que c'est la crise qui a révélé à la fois le poids de l'Europe et sa capacité à l'avenir d'influencer le cours des affaires mondiales.

Quel est le cadre européen que la Commission a essayé de donner aux différentes mesures qui ont répondu à cette crise ? Car vous savez que les Etats ont été sollicités et ils ont été obligés de prendre des mesures urgentes, qui sont très différentes d'un pays à l'autre, les uns ont misé davantage sur l'industrie, d'autres davantage sur les banques, il y a des accents différents, des priorités différentes. Ce que la Commission a essayé de faire, c'est cela son rôle, elle a essayé d'établir un cadre plus ou moins homogène, cohérent, pour l'action des uns et des autres, elle a essayé de donner une orientation qui permet plus de force. Et parmi les objectifs, il y avait évidemment le renforcement de la stabilité, c'était une préoccupation immédiate, la surveillance des marchés, plus de marchés libres, volant selon leur gré, réponses coordonnées aux ralentissements économiques c'est-à-dire possibilité de mettre un plan qui aide les uns et les autres dans l'ensemble, ils se sont adressé également aux rémunérations des dirigeants. Donc tous ces problèmes ont commencé à être brassés, il y a une sorte de répétition, j'explique cette répétition par le processus pédagogique qu'il a fallu développer pour que les uns et les autres se rencontrent, deuxièmement la répétition est une façon de persuader, de se persuader et de persuader éventuellement vos partenaires. Mais sur un point, ils étaient tous d'accord, il fallait apporter un soutien immédiat aux institutions financières car l'institution financière est le réseau qui alimente l'économie à la fois des pays au niveau de l'Union européenne comme du monde. C'est vraiment le réseau nerveux qui alimente l'ensemble de ces marchés ouverts de l'économie. Et pour cela, la Commission a immédiatement proposé la modification des règles, notamment des règles du marché mais aussi des règles de comptabilités des banques,

car un des problème a été que certains comptes sortaient des bilans des banques de même que dans le subprime, qui était au fond le moment de l'éclatement de cette bulle immobilière aux Etats-Unis avec les effets que nous connaissons, nous savons parfaitement que ce qui s'était produit est qu'on revendait les dettes à d'autres, ou les créances, il y a là un mélange qui s'est produit, la responsabilité n'était pas bien définie, les conditions n'étaient pas bien établies, tout ceci a créé la situation que nous connaissons dans ce domaines avec ses effets.

Pour essayer de stabiliser la situation, une norme a été prise, une décision aussi, c'est de donner des garanties de minimum 50'000 euros pour les épargnants. En fait, tous les pays ont donné des garanties de 100'000 euros, sauf la France à 70'000 et la Finlande à 50'000. En Europe, l'épargne continue et notamment en Suisse a joué un rôle important.

D'autre part, on a prévu un peu plus de flexibilité quant aux aides attribuées par les Etats car l'Union européenne a été très stricte concernant les aides des Etats. Des plans on été proposés, notamment le plan français pour l'automobile qui a été accepté et d'autres plans, tout en gardant la structure concurrentielle veillant à ce qu'il n'y ait pas des constitutions de cartel, de monopole, etc. C'est un des principes extrêmement important dans la politique économique de l'Union européenne. Evidemment qu'il y a eu des nuances dans ces mesures qui ont été prises. Si vous prenez l'exemple anglais, c'est un retournement à 100%. La City et l'aspect financier de l'économie anglaise était connu pour sa liberté et aujourd'hui, à l'exception des deux banques, toutes les autres ont été presque nationalisée; Lloyds qui, jusqu'à hier, était cité en exemple a été pris par l'Etat à 70%, participation très forte de l'Etat dans le capital. Donc recapitalisation, prise de participation, ou bien simplement des aides ouvertes pour trouver des solutions à ce que l'on appelle les actifs toxiques dont disposent de très nombreuses banques

et je pense qu'aux Etats-Unis aussi c'est un des grands problèmes qu'envisage le Président actuel.

Voilà donc un changement total dans la gouvernance, rééquilibrage, le marché qui était en déséquilibre se retrouve maintenant s'équilibrant avec les autorités publiques, je dois dire que nous avons là des acteurs, c'est leur but, qui ont des finalités sectorielles, ils ont un secteur, il se préoccupent de l'avancement de leur secteur, ils font pression sur le Gouvernement, sur la Commission, sur les Conseils, comme ils peuvent, pour avoir une meilleure place dans l'ensemble économique, pour avoir des règles qui les avantagent, voilà donc l'élément essentiel dans ce monde des groupes, des associations, des firmes, des banques, etc. Or, l'Autorité publique a justement une responsabilité beaucoup plus large, elle a la responsabilité de tous les secteurs, elle est obligée, du moins c'est l'obligation qu'on cherche à lui imposer, d'avoir une vision globale de la société et de ne pas favoriser uniquement un aspect, un acteur ou d'autres acteurs dans cette société. Donc le rééquilibrage, une sorte de mixe dans la gouvernance nouvelle qui est en train de s'esquisser, est ce que nous pouvons observer aujourd'hui.

Je pense que le choc produit va probablement nous conduire à une refondation, à une révision fondamentale des organisations, des instruments existants aujourd'hui au plan financier, économique, social dans le monde. C'est une révolution pacifique que nous sommes en train de vivre, on n'en est pas tout à fait conscient, on a pris un coup, on a des difficultés à reprendre les esprits, mais on sent qu'il y a une volonté de réviser ce que nous avons fait jusqu'à maintenant. Et nous avons, et c'est cela qui est intéressant, dès le début un processus qui va se développer avec une certaine répétition qui demande la réglementation, qui demande la supervision, la surveillance beaucoup plus stricte des instituts financiers, qui demande la

surveillance des banques, qui demande la surveillance et la réforme au niveau des agences de notations qui étaient d'ailleurs, comme le dit Stiglitz, très proches des banques, il y avait là une connivence peut-être entre les banques et les agences. D'ailleurs, le Président de la Commission a demandé un rapport à Monsieur de Larosière qui, dans son rapport, a préconisé une surveillance, une réglementation des agences et qui a prévu des sanctions contre les agences qui ne respectent pas ces règles.

Deuxième élément de l'Union européenne, c'est la relance de l'économie. Car rien ne peut marcher, notamment votre influence diminue avec la situation critique que vous vivez. La Commission produit un rapport qui est de la crise à la reprise. On ne sait pas quand, M. Trichet dit qu'en 2010 nous avons la reprise qui s'annonce, mais encore faut-il avoir des moyens et surtout des preuves de ce mouvement de reprise. Ce rapport est bâti sur deux piliers, injection massive au profit du pouvoir d'achat, donc on va essayer par différents canaux soit par les salaires soit par des aides octroyées et par la vigilance à l'égard de l'inflation - les prix tendent plutôt à diminuer, il n'y a pas une grande inflation, au contraire, on enregistre une diminution de l'inflation –de relever ce pouvoir d'achat, on va essayer aussi d'orienter l'action à court terme vers des politiques à moyen et plus long terme qui s'inscrivent justement dans cet esprit de compétitivité et dans l'esprit de la concurrence qui est un des moteurs de l'économie. Et on parle, chose curieuse, des investissements intelligents - il faudrait parler des dirigeants intelligents- où sont-ils ? Ils sont dans le climats, protection de la nature, efficacité énergétique c'est-à-dire économie appliquée à l'énergie et pas cet espèce de gaspillage que nous avons connu et où nous avons été entraînés par notre société d'abondance, investissement dans les technologie propres, l'automobile, un grand exemple, la construction, un deuxième grand exemple, les deux très importants. Autrefois on disait : lorsque General Motors marche, l'Amérique marche, alors maintenant la perspective change et c'est le cas

aussi en Europe où les producteurs d'automobiles, les grandes fabriques, ont soufferts des baisses importantes. Il y a de ce fait un plan d'aide à la production automobile mais à des conditions très précises, moins de gaspillage, moins de consommation, transformation et protection de la nature, des éléments qui constituent notre avenir et également infrastructure et interconnexion, développer davantage cette société de communication qui existe déjà et j'ai mentionné le dernier élément qui est précisément la stratégie de Lisbonne avec Société de connaissance, Innovation et Education. Notre avenir se trouve là et j'ai bien trouvé l'endroit où il faut parler de l'éducation car l'avantage de l'Union européenne, des pays européens en général, de même que des Etats-Unis, est un avantage dans le domaine de la connaissance, de la haute technologie, des innovations, etc. Or, cet avantage peut être perdu très rapidement, vous avez vu l'évolution par exemple de la capacité chinoise, c'est à une *rapidité* énorme. Cependant, ceci est relié aussi aux fonctions d'échanges dans le monde et nous avons des exemples des échanges de l'Union européenne et d'autres pays. La part que ces pays représentent dans leurs échanges à l'intérieur d'une région, notamment l'Union européenne, et la part de l'extérieur, vous avez également les Etats-Unis dans, les groupes régionaux qui sont mentionnés et qui montrent qu'il y a l'Union européenne des 27 qui représente ce grand cercle à la fois des échanges intérieurs qui sont marqués par le noir et 32% sont des échanges à l'extérieur. En même temps, on peut voir sur d'autres projections une indication sur les échanges de la Chine et sur l'importance des exportations chinoises dans la région, selon les régions notamment en 2007. Evidemment que tout ceci est menacé aujourd'hui, il y a une diminution dans le commerce international et le risque précisément, à l'heure actuelle, contre lequel se sont élevé pratiquement tous les pays, c'est le protectionnisme, c'est-à-dire que nous refaisons ce qui a été fait dans les années 90 où les pays, au lieu de rester en communication, soit en Europe, aux Etats-Unis et dans le monde, se

sont renfermés sur eux-mêmes et se sont protégé au maximum. Le american a une petite nuance protectrice mais il semble que ce ne soit pas le cas.

Nous en arrivons à la dernière partie qui est l'initiative et le G20. Le G20 est une initiative européenne et, plus particulièrement, c'est le Président français et la Commission qui l'ont proposé, car l'Europe et l'Union européenne ne pouvaient s'enfermer et il fallait que, si on accepte des règles, on les accepte d'abord avec le G20 qui, je l'ai dit, représente les 2/3 de la population mondiale, mais il représente aussi 9/10^{ème} des activités économiques. La richesse se trouve concentrée dans ce G20, c'est la grande capacité économique qui est là. Du G8 on est passé au G20. C'est la reconnaissance du changement des réalités que nous avons aujourd'hui dans le monde. On essaie de relancer l'économie, on propose, comme je l'ai dit, la régulation, la gouvernance mondiale est mentionnée, c'est-à-dire que l'on va avancer pas à pas avec les 20 qui vont faire des propositions qui sont de plus en plus concrètes maintenant, après la réunion des Ministres des finances qui a eu lieu le 14 et à la suite de quoi, le 2 avril, les chefs de gouvernements et les chefs d'Etats devraient entériner ces propositions qui sont faites pas les Ministres des finances. Un fait est important, les Etats-Unis ont beaucoup insisté sur les mesures immédiates et au début, ils avaient en quelques sortes une forte résistance contre les réglementations, contre la réforme d'institution, etc. Or, ce que l'on constate, c'est que le Gouverneur du Fonds américain a décidé que le pouvoir réglementaire est extrêmement important, donc il y a eu un changement au cours des discussions et qu'il fallait procéder par les nouvelles normes pour l'ensemble du secteur financier et du secteur économique. Relance économique, régulation des marchés financiers, gouvernance et la lutte contre le protectionnisme sont les objectifs. Tout ceci est préparé de manière on dirait lente, parce que nous sommes pressés, nous sommes sous le choc, mais c'est extrêmement rapide au vu de l'histoire et de ce qui se passe, c'est-à-dire qu'il fallait absolument persuader les uns et les

autres que les mesures à prendre doivent être prises dans l'ensemble et non pas sectoriellement et séparément. Il ne fallait pas fragmenter mais au contraire réunir les différents éléments. Les exportations chinoises que nous avons vues, vous voyez quel rôle ils jouent pour le moteur qu'est la Chine et en même temps par l'achat des dettes américaines. On voit aussi que l'Europe se situe au même niveau pratiquement avec 264 milliard d'exportations chinoises. Donc il y a un élément important, ce sont les moteurs pour la Chine, mais aussi, il faut bien voir, les importations chinoises qui sont aussi les moteurs pour les économies. Il en va de même si on prend la Russie ou les pays producteurs de pétrole ou de gaz, ce sont les demandeurs de la technologie, ils sont demandeurs de la connaissance dans les domaines de l'économie, des finances et de la science, mais ils sont fournisseurs des investissements et ils nous aident dans l'approvisionnement de l'énergie pour l'Europe et pour le monde.

Dans l'ensemble, ce que je constate, c'est que l'Union européenne qui était plutôt modérée dans ses actes, est devenue le moteur de toute cette transformation qui est en cours. Malgré sa diversité, elle a réussi à devenir au fond ce moteur dynamique, ce noyau dynamique dans le monde. Et là, on peut voir que, malgré la diversité car il y a les pays qui ont été frappés le plus par la crise actuelle, ce sont notamment le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Irlande, la Hongrie et aussi la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie, il y a un groupe qui a subi le choc de plein fouet. Il y a un deuxième groupe qui s'en est tiré relativement bien ce qui montre les possibilités de divisions dans cette Union européenne, c'est le groupe Slovaquie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, République tchèque, Chypre, Malte, pays que l'on pensait très exposés qui seront exposés relativement parce que la plupart ont des banques qui sont des succursales des banques européennes notamment et américaines et, de ce fait là, il y aura probablement un effet, d'autant plus que la banque de Grèce, en aidant les banques grecques, avait imposé une condition que cette aide n'allait pas à leurs succursales. Or, l'Union européenne a décidé qu'il

n'y a pas de discrimination, qu'on ne peut pas écarter les succursales des banques qui ont investi dans différents pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la République tchèque et autre pays mentionnés ci-dessus. Donc, c'est important, dans les journaux on lit toujours *les pays de l'Europe de l'Est*, or, les pays de l'Europe de l'Est ont des différences à l'intérieur, il y en a certains qui ont beaucoup moins de problèmes que d'autres et il faudrait tenir compte de ces distinctions. Ce qui est surprenant, c'est qu'ils soient arrivés dans ces conditions de différence, de finalité, de problèmes, à un consensus et que, à ce propos, ils sont redevenus le moteur de la transformation dans le monde. Donc, a position commune et en même temps, la capacité d'influence qui est dévolue maintenant à l'Union européenne. Le cadre européen est à maintenir, c'est la norme à l'intérieur, ce cadre européen avec les éléments que j'ai mentionnés qui est bâti au fond par le processus de négociation constante, il y a eu des réunions à n'en plus finir, ce cadre doit être transposé au niveau des 20 et repris si possible par l'ensemble de la Communauté internationale. Après le G20, c'est le but de la Commission que l'ONU vient de créer et qui est présidé par le Professeur Stiglitz, Commission qui réuni tous les membres. La question que j'ai posée à Stiglitz, serait-ce une approche globale alors que vous avez une telle diversité dans le monde, la réponse a été non, nous allons aussi tenir compte des diversités régionales. Donc il y aura une promotion des solidarités régionales du fait de cette politique qui sera globale des Nations-Unies mais en même temps se fondant sur les régions dont évidemment la région Europe avec l'Union européenne au centre. Voilà donc en gros quels sont les éléments. Ce qui est important de constater est qu'au cours de cette évolution, l'Allemagne, qui était réticente au départ, on a traité Madame Merkel de trop prudente, de ne pas être solidaire, etc, peu à peu est entrée en jeu et, tout récemment, il y a eu une réunion ministérielle franco-allemande, qui ont repris tous ces éléments et qui vont relancer, évidemment au sein du groupe G20, l'ensemble des mesures.

L'accord est fait avec les Etats-Unis et avec la plupart des membres sur déjà plusieurs points qui ressortent de la réunion des Ministres des finances du 20.

1. contrôle des agences de notation et des fonds qui sont des fonds spéculatifs.

2. nouvelles règles comptables

3. accroissement des ressources du FMI et de la banque mondiale mais aussi des banques régionales de développement donc il y a les régions qui reviennent aussi en bloc. Donner des ressources aussi importantes sans exiger la réforme de ces Institutions, certes il y a urgence mais il faudrait comme condition prévoir leur réforme car nous savons que par exemple les pays émergents qui participent au G20 sont faiblement représentés dans le Fonds monétaire et à la Banque mondiale où les Etats-Unis ont un veto et quand il n'ont pas de veto ils constituent la grande majorité avec les pays européens, donc il y a là un déséquilibre entre ces Institutions et d'autre part les nouveaux pouvoirs économiques et politiques qui sont en train d'émerger dans le monde. Les banques régionales, c'est important, les actifs toxiques et la politique mixte de politique de recapitalisation des différentes banques sont prévus, les rémunérations des responsables seront contrôlées et les paradis fiscaux seront si possible éliminés. Donc ce sont les points sur lesquels les Ministres des finances avec l'accord des Américains ont acceptés d'agir dans ce sens. On peut estimer que la prochaine réunion des Chefs d'Etats et de Gouvernements va entériner ces recommandations des Ministres des finances du G20. Entretemps, il y a deux courants qui se sont développés, deux politiques, les Etats-Unis qui demandent que l'Europe augmentent les stimuli, les incitations pour la croissance économique et l'Union européenne, notamment par la voix du Président de la Commission, répond nous avons décidé d'avoir un plan de 1,5 % du PIB, en réalité, si on ajoute les éléments stabilisateurs autonomes qui existent dans l'Union européenne, la protection sociale, la santé, etc, nous arrivons en fait à 3 à 4 % du PIB. Donc il y a là la difficulté des comparaisons et la difficulté d'approche plus sectorielle souvent au Etats-Unis, d'ailleurs on le voit dans le

programme du Président qui est très sectorisé malgré la capacité qu'il a, et selon un de mes amis historiens, il expliquait cela par la formation, les dirigeants américains sont formés au Droit commun, ils sont très souvent des juristes qui agissent cas par cas, alors que le Droit et les sciences et les autres aspects, notamment en Europe le Droit est enseigné comme un ensemble, il y a la philosophie du Droit, il y a une vision globale et totalement différente, d'ailleurs on le voit dans l'approche de la réglementation, dans l'approche de l'action qu'il faut entreprendre, les Américains ont donné l'accent sur les stimuli immédiats, augmentation des ces stimuli, parfois sans condition très claire, voyez la rémunération des dirigeants alors que les pertes ont été supportées par la population américaine, voilà quelques éléments qui annoncent une discussion.

Pour aller vers la conclusion, je dirais avec Machiavel qu'il faut saisir la chance par les cheveux pour refonder, pour réformer le monde et non pas seulement, comme on a pensé, les finances et l'économie, qu'il faut aller au-delà et s'attaquer à la réforme d'autres organisations en commençant par l'Union européenne et le Traité de Lisbonne mais aussi, ne l'oublions pas, la réforme du Conseil de Sécurité, on ne peut pas survivre dans un Conseil de sécurité où la répartition est toujours la même ou un peu modifiée depuis la création de l'ONU, ; la réforme de l'OTAN qui, nécessairement, devra reposer sur deux piliers comme l'a promis autrefois Kennedy, quand il est arrivé Président il a ce sont deux piliers dans l'OTAN or, entretemps, c'est un pilier qui l'a emporté sur l'autre. Troisième élément, le désarmement. Evidemment, le désarmement nucléaire est déjà une offre des Etats-Unis à la Russie, mais aussi ledes bases des uns et des autres. On a créé des bases militaires alors que l'objectif principal de la politique américaine est l'Afghanistan parce qu'ils se retirent de l'Irak et ils veulent si possible mettre tout le poids du côté Afghanistan donc l'environnement autour de ce problème. Il y a aussi la possibilité à ce moment là de créer une Communauté qui

reposera peu à peu sur trois éléments fondamentaux au niveau de l'Union européenne, un élément étant la Communauté atlantique qui existe, qui est très forte, le commerce transatlantique est très important pour les uns et les autres, mais aussi l'élément d'une Communauté fondée sur le gaz et l'industrie avec la Russie à l'avenir, car sans la Russie, nous n'avons pas de solution immédiate et même à moyen terme du problème de l'Iran, du problème de toute la région, du problème du gaz et du pétrole avec les oléoducs et les gazoducs qui se construisent et qui sont déviés avec des investissements énormes, toute cette région si on la veut vivant dans la paix, il faut un changement total de la perspective ; de l'agressivité de Bush passer à un dialogue et à la négociation, avec Obama, c'est une chance énorme d'avoir cette transformation à l'avenir. Cependant, il ne faut pas oublier un autre élément qui, pour moi, est fondamental, c'est la diversité culturelle. Il faut respecter cette diversité et il faut admettre que la mondialisation n'est pas l'uniformisation du monde, on garde la diversité culturelle mais on développe le dialogue des cultures, c'est-à-dire le respect mutuel des cultures, dialoguer et comprendre les autres, ce que nous ne faisons pas car nous avons la science infuse, et éviter par conséquent des malentendus que nous vivons quotidiennement, essayer d'avoir des visions qui se rapprochent parce qu'on se comprend et parce qu'on dialogue, c'est une connaissance mutuelle importante. Enfin, dernier point, le rôle de l'éducation, évidemment, est fondamental. Nous voulons que ce que nous laisserons aux générations et ce que ces générations feront de leur vie de leur économie, de leur politique et de leur avenir, nous aidions à ce que ce soit pacifique et nous amène à plus de développement. La prévention des conflits dépend beaucoup de l'éducation, l'histoire et la géographie simplement telles qu'elles sont enseignées préparent souvent les générations à venir à des conflits, au lieu de les préparer au respect des uns et des autres, c'est reliait au dialogue des cultures. Enfin, le développement dépendra beaucoup de notre approche de la science et nous avons un déséquilibre entre les différentes branches scientifiques dans l'Université comme

dans la population. Or, la science perd ses étudiants, c'est le constat de l'OCDE auquel on doit d'ailleurs beaucoup de côté de la Suisse, et nous arrivons à la conclusion qu'il faudrait développer des méthodes pour que les jeunes générations apprennent ce qu'est la science, *La Main à la pâte* par l'expérience, qu'il apprennent le dialogue direct, qu'ils se respectent et je pense, comme l'a dit le Ministre chinois de l'éducation, *La Main à la pâte*, c'est-à-dire cette méthode expérimentale est la meilleure école de la démocratie. Voilà ce que je souhaite pour l'avenir.